

Enbata

La Soule des
énergies renouvelables

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE
BASQUE
4 octobre 2012
n° 2247
1,30 €



BATERA

Les États généraux du Pays Basque

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Autodétermination catalane jusqu'où Artur Mas ira-t-il ?

SORTANT le 20 septembre d'un entretien difficile avec le premier ministre espagnol, Artur Mas, leader de CiU et président du gouvernement autonome catalan, annonce qu'il avance de deux ans les élections catalanes qui auront lieu le 25 novembre, dans le but de dégager une majorité pour «*exercer le droit à l'autodétermination*». Le 27 septembre, 84 députés (CIU, ERC, ICV et Solidaritat), sur les 135 du parlement catalan, approuvent une résolution qui entend mettre en œuvre, durant la prochaine législature, une «*consultation*» pour que «*le peuple de Catalogne puisse librement et démocratiquement déterminer son avenir collectif*». Vingt-cinq députés socialistes se sont abstenus, l'un d'entre eux a voté pour. Le texte ne précise ni la date, ni la forme de consultation prévue, ni la question posée. Le mot référendum n'est pas prononcé.

Depuis quelques décennies, CiU nous avait davantage habitué à un autonomisme mou et opportuniste et même aux négociations nocturnes pour revoir à la baisse le nouveau statut âprement négocié par les indépendantistes d'ERC avec les socialistes espagnols. Comment expliquer un tel revirement ?

Tout d'abord CiU, après avoir évincé les socialistes de la mairie de Barcelone pour la première fois depuis trente ans, espère obtenir au soir du 25 novembre, une majorité absolue au parlement régional. Pour gouverner, il est aujourd'hui obligé de s'appuyer ponctuellement sur le PP. Dans ce but, CiU entend rebondir sur un contexte favorable. Le souverainisme catalan se restructure et se durcit. L'ERC n'est plus son représentant unique, d'autres instances émanant de la société civile émergent, telle l'Assemblée nationale catalane. A partir de 2009, elles ont mis en œuvre des référendums dans plus de cinq cents municipalités, et fait voter plus de 900.000 Catalans en faveur de l'indépendance. Cela a laissé des traces. Ce phénomène est aujourd'hui relayé par les communes qui se déclarent «*territoire catalan libre*». La Diada, fête nationale catalane, a rencontré le 11 septembre dernier un succès inégalé autour du thème de l'indépendance du pays.

Le nouveau statut d'autonomie qui suscita hier tant d'espoir —il fut approuvé par le parlement catalan en 2005, ensuite par référendum

à une écrasante majorité— a été peu à peu vidé de son contenu par les Cortés à Madrid, puis en 2010 par le Tribunal constitutionnel espagnol. La dernière tentative de CiU pour obtenir un «*pacte fiscal*», c'est-à-dire un pouvoir fiscal au moins partiel, s'est heurté à un «*no*» brutal de la part de Mariano Rajoy le 20 septembre. Les déclarations du roi traitant de «*chimère*» le souverainisme des nations périphériques, comme les menaces explicites de militaires espagnols annonçant qu'il faudra «*passer sur leurs cadavres*» en cas de sécession, ne font que rendre plus insupportable encore la mainmise hispanique. En 2010, la cour suprême espagnole remit en cause le système d'enseignement du catalan en immersion pour favoriser l'espagnol. Ne parlons pas du détournement de l'Ebre en faveur de régions espagnoles dépourvues d'eau et qui suscita moult débats.

Enfin la crise mondiale, la dette espagnole et les restrictions imposées par le pouvoir central ont un effet dévastateur. La Catalogne représente 18% du PIB espagnol et un quart des exportations de la péninsule, elle se rend compte qu'elle paie pour des autonomies qui... n'ont jamais demandé à être autonomes, sont pauvres, dépendantes et mal gérées, couvertes de dettes et corrompues. Ce qui était hier le «*café pour tous*» dans chaque région, est devenu le «*café pour personne*». Un Etat catalan n'aurait pas aujourd'hui à quémander 5 milliards d'aide à l'Espagne, si le premier ne versait pas au second plus de 16 milliards tous les ans. Une Espagne à genou sur la plan économique n'est guère attractive. Enfin, les sondages donnent 51% de l'électorat votant pour l'indépendance et 21% contre.

Tout cela constitue de bonnes raisons pour que CiU enfourche le cheval du droit à l'autodétermination. Mais ce n'est pas la première fois que le parlement catalan le revendique. Il le fit en 1989 puis en mars 2011. Toute la question est de savoir si CiU et ses alliés sont à même de faire émerger «*un indépendantisme tranquille*», d'aller au bout de la démarche et obtenir sans drame la séparation, comme le firent hier la Tchéquie et la Slovaquie. Ou si le vote de jeudi dernier n'est que feu de paille et gesticulations sans lendemain, pour obtenir des Espagnols quelques compétences de plus, en particulier le pouvoir de lever l'impôt comme en Pays Basque.

Enbataren irakurleari

«**M**ILAKO bat ale astero argitaratuak, bi erenak harpideduner banatuak, besteak kioskoetan edo publikoa errezebitzen duten gunetan, eta web gune bat».

Hau da laburbilduz 1960an sortu den Enbata, astekari abertzale eta aurrerakoiak, gaur egun duen hedadura. Konduan hartuz astekari batek batz besta bizpahiru irakurle hunkitzen dituela, ez da zenbaki makala, politikan berezitu den aldizkari batentzat.

Bestalde, ezin uka, 2247. aleko astekari politiko hau beti erreferentzia bat dela abertzaletasunari interesatua den edonorentzat.

Alabainan, frantsesez eta euskaraz idatzitako artikuluen bidez, Enbatak abertzale munduko sensibilitate guziei atek zabaldu ditu.

Azkenik, aldizkariaren editorialaren ezaugarri nagusiak «*federalista, europarra, jende-zalea, eta bide demokratikoetarik doazen pratika politikoan aldekoa*» bezala ezagutuak dira.

Baina gaurko sar hitza hau, Enbatak, bere irakurlegoaren hobeki ezagutzeko xedearen berri emaiteko egina da.

Irakurlego hortan, sartzen dira besteak beste eta komunzki, iparraldeko andana bat herritar bai eta ere agintaritzatza administratiboa, epailegezkoa, prentsa eta alderdi politikotako arduradunak, eta euskal diaspora (Frantses Estatuan eta Nazioarte mailan).

Baina, Enbatak, urte bukaera arte, desmarta berezi bat aintzinerat eramanen du, gaur egun duen irakurlegoa hobeki ezagutzeko, Enbataren «*sarearen beharrei*» hobeki egokitzeko eta sarea bera indartzeko (zabaltzeko).

2009an jada eramana izan da lan bat Enbataren antolaketarako grafikoa egokitzeko eta web gune baten plantan ezartzeko.

Urte bukaera honetan Enbatak eramanen duen lana, pausu berri eta osagarri bat izanen da. Beti aditu batzuren aholku pean, Enbataren irakurlea hobeki ezagutzeko eta irakurle berrien hurbilketa lana indartzeko.

Beraz irakurle, adi egon, datozen asteetan agertuko diren mezu eta galdeei.

Enbata astekaria, *Alda!* lagun, den ausnarketa, informazio, gogoeta, eztabaida eta formakuntza tresna, denen artean, ahal bezainbat herritarrei erabiltzeko parada guziak untsa balia ditzagun!



CETTE SEMAINE
TARTARO
S'EST ÉTONNÉ

Economie, économies, sujet de spécialiste ou bon sens ?

● Pantxoa Bimboire

J'AI été récemment pris à partie par deux amis journalistes qui signalaient, tour à tour, le peu de connaissance économique des journalistes en général et la difficulté de tendre vers la vérité en la matière, avec une remarque désabusée sur «*la situation française et européenne sur l'absence de solution pour sortir de la crise*»...

Quelques données mondiales liées à la géopolitique qui pèsent sur l'économie

Autant vous le dire de suite, mes connaissances en matière de macroéconomie sont plus que limitées. Sans doute, les lois de cette macroéconomie sont-elles, pour une bonne part, régies par les environnements géopolitiques dont on peut rappeler des caractéristiques en ce début de 21^e siècle:

- La population est trop nombreuse sur terre (ou la terre trop limitée, ce qui revient un peu au même), en regard avec les ressources terrestres et énergétiques fossiles, l'équilibre environnemental, et le niveau de démocratie collective.

- Personne ne songe plus, ouvertement, à coloniser un espace ou un pays de «*sauvages*» qui n'existe pratiquement plus (les forêts amazoniennes et les terres gelées résisteront encore, mais jusqu'à quand?). Les groupes de pression écologiques (sensibles à des considérations nouvelles du type RSO (responsabilités sociétales des organismes) peuvent avoir une importance grandissante, mais ce n'est pas certain.

- L'Europe, après avoir connu une expansion notable fondée sur une politique coloniale sans vergogne, pendant 300 ans, ne peut plus exercer cette prérogative «*naturelle*», fort heureusement.

- La Chine continue à exercer une terreur mondiale avec une monnaie qu'elle refuse de réévaluer, avec une politique d'achat de foncier en Afrique et d'autres actions proches du pillage (ultra pêche, colonisation larvée, etc.), une agressivité commerciale dopée par des conditions sociales et écologiques désastreuses, un nationalisme dangereux, une agression coloniale sur le Tibet. Elle se pique maintenant de racheter une partie de la dette européenne en donnant des leçons.

- Les politiques des USA et de la Russie ne sont pas non plus angéliques (protection des marchés nationaux, politique étrangère plus fondée sur l'intérêt que sur les grandes idées, etc.).

- L'Europe n'est pas une nation et n'a pas encore de désir collectif de destin commun, bien que les crises des Etats plaident pour ce rapprochement de politique. Il n'y a pas assez de symbole collectif fort. Par exemple, la France continue d'entretenir le culte des morts aux guerres de 14/18 et 39/45, alors qu'il aurait été possible de créer un jour des morts de toutes les guerres des peuples d'Europe.

Les nations imposent donc leurs politiques économiques et les outils de régulation sont encore trop timides. Le monde recourt donc à des échanges à somme nulle où quelqu'un s'appauvrit quand l'autre s'enrichit, où la baisse des coûts demandée par le marché a pour conséquence la concentration des



moyens de production et où la puissance de l'ONU est encore trop limitée et trop timorée. Dans ce jeu de dupes, l'Europe divisée et avec ses avantages exorbitants face au monde extérieur qui souffre encore plus et qui a la rage de vivre, est appelée à décliner et à payer pour son colonialisme et son arrangement passés.

Dans ce pessimisme excessif, sans doute, conseillerais-je donc à tout lecteur d'*Enbata*, à longue échéance, d'apprendre à cultiver bio, de peu dépenser, et de se munir seul, ou avec des bons amis, d'un lopin de terre pour assurer sa survie.

Voilà qui est dit, autres nouvelles, pèle-mêle

Page 10 de l'*Usine Nouvelle*: la dette RFF continue de croître de 1 milliard par an (elle atteint déjà 30 milliards, celle de la SNCF 8 milliards).

Le ministre Cahuzac ne veut pas de la ligne LGV (Bordeaux-Bayonne), il semble clairvoyant.

L'Etat qui n'a pas de sous ne peut plus construire ses prisons (déjà surpeuplées: il faudrait trouver plus de 10.000 places). Il laisse les grands groupes type Vinci, Eiffage, le faire pour son compte et devient locataire. Le montant de ces locations atteint maintenant 500 millions par an.

L'Acba «*ne veut pas payer*» sa quote-part de la jonction Tours-Bordeaux, tant qu'elle n'a pas l'assurance que Bordeaux-Bayonne sera fait. Mais elle n'a pas entre ses mains la copie des accords entre le constructeur/gestionnaire de la ligne pour le compte de RFF qui prévoient que les risques de déficits d'exploitation seront garantis par les collectivités, pendant 50 ans!

Je pense l'avoir déjà exprimé, le poids politique des grands opérateurs financiers devient comparable à celui des Templiers. Faudra-t-il les brûler pour que la République devienne publique?

Batera, le 29 septembre dernier à la CCI

Nous y étions. Le texte à signer a posé problème. Il aurait dû être plus général. Pour rentrer dans le vif des champs de compétence, il y a encore du travail à mener. Avec beaucoup d'acteurs...

Mais l'enthousiasme et l'envie étaient au rendez-vous.

●●● que Giscard vende, aux enchères, ses meubles du château de Chanonat en Auvergne (diamants de Bokassa non compris). Le grand argentier de Pompidou aurait-il des fins de mois difficiles?

●●● et réjoui de l'incertitude dans laquelle se trouve MAM qui déclare à *Sud Ouest* ne pas encore savoir si elle se représente aux municipales de Saint-Jean-de-Luz. Le maire qu'elle avait mis en place, Peyuco Duhart, lui aurait-il signifié de rester à quai... à Ciboure?

●●● pas tant que ça de l'expression Front national utilisée par Jean-François Copé sur le «*racisme anti-blanc*». Voilà une expression bien gauche pour quelqu'un qui veut aller très à droite.

●●● et réjoui que le conseil communautaire de l'Acba signe les prémisses de l'échec de la LGV en suspendant sa quote-part de financement depuis juillet. Sur la grande vitesse, économiser du temps ou de l'argent, l'Acba a choisi.

●●● et réjoui que, de son côté, le gouvernement espagnol, en pleine crise, signifie au gouvernement basque qu'il suspend sa quote-part financière au «*Y*» basque déjà très avancé. Dans la korridaberi les Espagnols ne coupent plus les oreilles et la queue mais les vivres!



La Soule exportatrice d'énergies renouvelables

La loi dite «Grenelle 2» impose aux collectivités et à leur groupement de plus de 50.000 habitants l'élaboration d'un Plan climat énergie territorial (PCET) d'ici fin 2012. Ce plan vise d'une part la réduction des émissions des gaz à effet de serre via les économies d'énergie et le développement d'énergies renouvelables, et d'autre part l'adaptation aux effets du changement climatique. Preuve supplémentaire, s'il en fallait, que la question énergétique est intimement liée à la question climatique. Située dans un territoire rural et montagnard de 14.000 habitants, la Communauté de communes de Soule-Xiberoa n'a pas attendu une quelconque obligation réglementaire pour s'intéresser à ces questions.

Bertrand Dhulst en est le chargé de mission «énergies renouvelables» et a bien voulu répondre aux questions d'Enbata posées par Ellande Errezaret.

ENBATA: La prise en compte par la Soule des questions énergétiques, et par là même climatiques, ne date pas d'aujourd'hui. Pouvez-vous nous en dire un peu plus ?

Bertrand Dhulst: Si on extrapolait les questions climatiques, on pourrait dire que depuis plus d'un siècle, la Soule s'est chargée de répondre à la demande des besoins en énergie pour son territoire! En effet, les nombreux cours d'eau qui la sillonnent, étaient régu-

lièrement ponctués de moulins dont les meules fonctionnaient grâce à la force hydraulique. Très vite (depuis 1891 à Mauléon), là où le débit de l'eau le permettait, les moulins se sont transformés en usines hydroélectriques alimentant plusieurs des bourgades les plus importantes. Même si les petits moulins chargés de mouliner le grain ont, pour la plupart d'entre eux disparus, la production hydroélectrique locale actuelle dépasserait les besoins de l'énergie électrique consommée. La Soule, avec sa douzaine de centrales hydroélectriques, exporte de l'électricité! Diverses initiatives montrent cette prise en compte. En 2004, des citoyens et acteurs du territoire organisés au sein de l'association EKHI GEO (composée de chefs d'entreprise, d'élus, d'architectes, d'agriculteurs, d'exploitants de centrales hydroélectriques...), se sont plusieurs fois mobilisés pour organiser des salons sur les énergies renouvelables à Mauléon, des conférences sur les solutions alternatives de production et de consommation d'énergies, ou sur les effets de la consommation en général. De même, quand on se ballade en soule, il n'est pas rare de voir des toits couverts de panneaux photovoltaïques.

La Communauté de communes de Soule-Xiberoa a été à l'initiative de soutiens spécifiques au développement durable et à l'usage des énergies renouvelables. Elle a initié des études de faisabilité d'installation de réseau de chaleur pour des établissements scolaires de Mauléon et de Chéraute, et mis en place des aides financières pour

“L'efficacité énergétique est une évidence sur un territoire qui possède de l'eau, du soleil, du vent et dont la surface boisée représente 40% du total.”



encourager l'installation de panneaux permettant la production d'eau chaude sanitaire solaire.

Depuis octobre 2011, elle a créé un poste de chef de mission «ENR» (énergies renouvelables, NDLR) dont l'un des objectifs est d'étudier la possibilité de mise en œuvre d'une filière Bois-Energie à partir des bois issus des forêts de la montagne basque.

Je peux vous dire que les interlocuteurs que je rencontre dans le cadre de ma mission démontrent que les énergies renouvelables ont toute leur place en soule.

Enb.: Quels enseignements peuvent être tirés des premières actions et démarches accomplies ?

B. D.: La priorité de ma mission a été de rencontrer les consommateurs d'énergies à potentiels relativement élevés. Je peux témoigner que chaque fois, j'ai été accueilli avec intérêt et beaucoup d'attentes sur le sujet des énergies renouvelables.

Je dois aussi vous avouer que la raison essentielle n'est pas la réduction des gaz à effet de serre mais la prise en compte des intérêts à l'usage d'énergies locales ou d'indépendance énergétique. Parfois aussi, la curiosité sur les processus liés à l'usage de la biomasse et bien sûr, la recherche d'une économie sur les coûts énergétiques.

La réduction des gaz à effet de serre n'est en réalité que la conséquence positive de la volonté de développer l'usage des énergies renouvelables tout en travaillant sur l'efficacité énergétique.

Cette quête est une évidence sur un territoire qui possède de l'eau, du soleil, du vent et dont la surface boisée représente 40% du total.

Concrètement, cette animation a révélé des

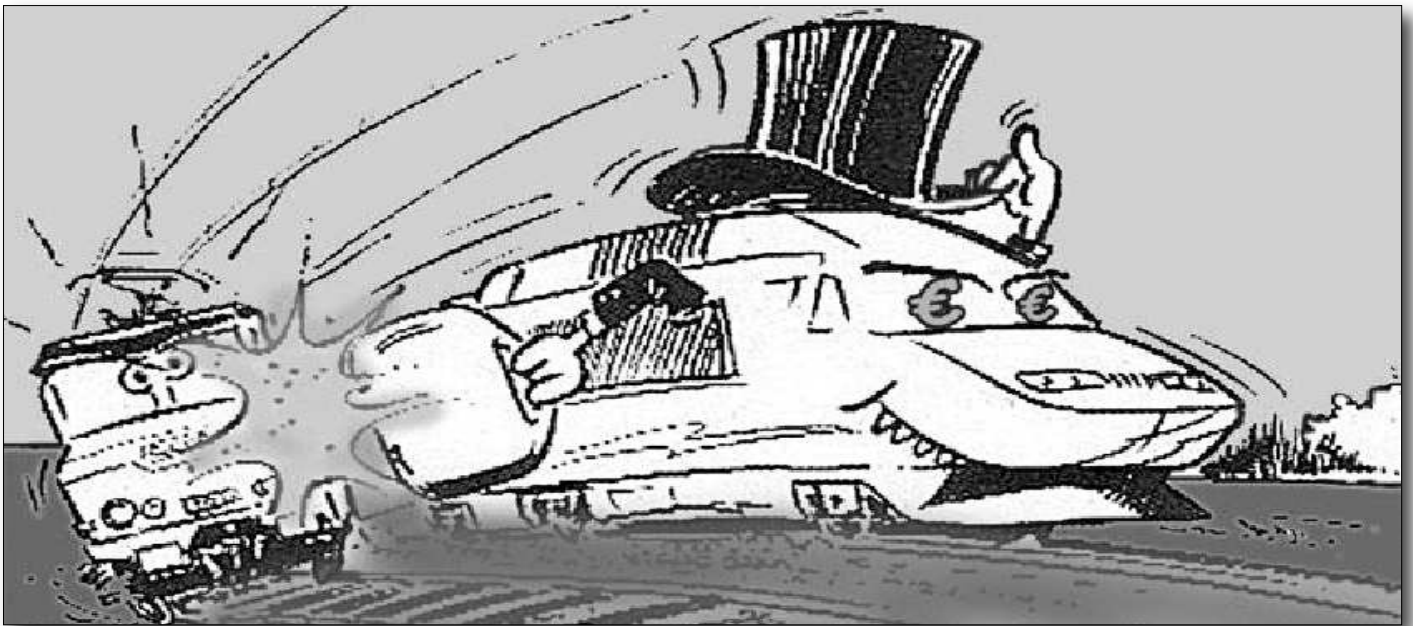


Bertrand Dhulst

2012KO URRIAREN 4AN

TXETX ETCHEVERRY

Ce que la LGV ralentit... et ce qu'elle accélère



Le plus grand défi de l'Humanité depuis son existence a lieu aujourd'hui même

Les événements climatiques extrêmes (sècheresses et canicules, incendies, inondations, violence des cyclones, etc.) se multiplient et frappent régulièrement les grands greniers à grains de la planète.

Ils constituent d'ores et déjà une des principales causes de l'augmentation du prix des denrées alimentaires de base et donc de l'aggravation de la faim dans le monde (avec la montée en puissance des agro-carburants elle-même liée à la crise énergétique, l'accroissement de l'alimentation carnée dans les pays émergents et enfin la spéculation financière).

Nous allons probablement connaître à nouveau, dans les mois à venir, des émeutes de la faim rappelant celles de 2008 ou celles qui ont précédé les printemps arabes.

Pourtant ces manifestations du dérèglement climatique en cours et toutes les autres comme la fonte spectaculaire de la banquise arctique ou la montée des océans ne sont causées que par les 0,7 à 0,8°C de réchauffement de la température moyenne du globe causés depuis un siècle

par le modèle économique issu de la révolution industrielle et du productivisme capitaliste.

Or, les scientifiques nous disent qu'avec la continuation actuelle de ce modèle, nous fonçons droit vers les +4°C à +6°C d'ici 2100.

On pourrait franchir le seuil -irréversible- de l'emballement climatique dès 2050, quand les enfants nés aujourd'hui n'auront pas 40 ans.

Nous ne parlons pas ici des 5°C de plus qu'il peut faire à nos fenêtres, mais bien d'une augmentation de +5°C de la température moyenne du globe.



"Zientifikoeek diote, oraino egoerarik larriena saihesten ahal dela, datorren hamarkadan, gure berotegi efektuzko gasen isurketen neurria errotik ttipituz, eta hortako gure ekoizpen, kontsumo, lurralde antolaketa, garraio, laborantzta eta ekonomia ereduak berrikusiz!"

Elle est aujourd'hui d'environ 15°C, et est passée du stade de la glaciation au climat actuel grâce à une augmentation de 5°C à peine, qui s'est produite en 10 000 ans et non pas en 100 ans, période ne laissant aucune possibilité d'adaptation aux sociétés humaines et aux éco-systèmes.

Les scientifiques nous disent qu'il est encore possible d'éviter le pire, en changeant radicalement dans la décennie qui vient la courbe de nos émissions de gaz à effet de serre, aujourd'hui en croissance constante et intrinsèquement liée à notre modèle de production, de consommation, d'aménagement du territoire, de transport, d'agriculture intensive, d'économie délocalisée, etc.

LGV, l'amie du climat ?

Une de nos priorités, si nous voulons éviter le basculement climatique annoncé par les scientifiques, qui compromettrait gravement -et à brève échéance- les conditions de vie civilisées sur terre, est donc de réduire les gaz à effet de serre.





Txetx Etcheverry

Les économies d'émissions de gaz à effet de serre que permet le train par rapport à l'avion, la voiture et le camion sont présentées comme un argument majeur en faveur de la voie nouvelle LGV, par les partisans de cette dernière en Aquitaine.

Cette hypothèse est battue en brèche sur un plan technique, avec des arguments pointus, dans le dossier EPINE. Il s'agit d'une somme impressionnante de démonstrations détaillées de l'inutilité et de l'aspect néfaste de la voie nouvelle Bordeaux-Hendaye réalisée par ses opposants, qu'il faut absolument consulter en allant sur <http://epine.urrugne.info>.

Il y est notamment démontré que les émissions évitées par le report modal attendu grâce à la voie nouvelle LGV Bordeaux-Hendaye ne compenseront pas la «dette» initiale en termes d'émissions carbone de construction de cette même voie nouvelle.

Ce que la LGV ralentit

Sans rentrer ici dans une telle argumentation longue et détaillée, je voudrais aujourd'hui la compléter par une courte réflexion plus générale.

Le nucléaire a dans l'absolu un bon bilan en gaz à effet de serre par rapport à d'autres manières traditionnelles de produire l'électricité (ce qui n'évacue pas le débat sur sa dangerosité potentielle, sur la question des déchets et sur son logiciel centraliste et sécuritaire).

Mais quel serait le vrai bilan de gaz à effet de serre si l'argent investi lors de ces dernières décennies dans le développement de la filière nucléaire l'avait été dans une politique radicale d'économie d'énergie, d'efficacité énergétique, de développement d'énergies renouvelables et de transitions diverses au niveau de l'agriculture, de l'aménagement urbain, des transports, etc.? De toutes évidence et selon tous les travaux sérieux (scénario Negawatt, par exemple) il aurait été incomparablement meilleur.

La même question se pose dans le cas de la LGV.

Arrêtons de parler dans l'absolu et demandons-nous quel serait le bilan de l'effet de serre global si les énormes sommes d'argent que certains veulent investir dans cette création de voie nouvelle l'étaient dans un meilleur entretien des lignes de proximité actuelles, dans le développement de l'offre de trains de proximité, de réhabilitation d'anciennes lignes (comme celle du soufre à Bayonne), de développement du fret ferroviaire au lieu de le démanteler comme on le fait actuellement, de multiplication des voies de bus en site propre, de parkings relais, de navettes, de transports à la demande, de système organisés de co-voiturage et d'auto-partage, de construction de pistes cyclables supplémentaires, non pas pour le vélo de loisir mais pour les déplacements quotidiens, utilitaires ?



“Gure jendarteen elitaren” aitzakia erabiliz egiten den “abiadura haundia”k, ondorioztat dakar jendarteak “dena autoarentzat” doan ereduari aurkitu behar diren alternatibak gero eta polikiago plantan emanak direla!”

Quel bilan carbone auraient permis les dizaines de millions d'euros déjà versés par le Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques, la Région d'Aquitaine, certaines communautés de communes du Pays Basque pour financer... le tronçon Tours-Bordeaux s'ils avaient été investis dans les alternatives de proximité au tout voiture ? Rappelons ici le taux record de l'agglomération Bayonnaise dont 40% des émissions de gaz à effet de serre est causée par le transport routier, tellement la voiture individuelle est la seule possibilité actuelle de déplacement -ou en tout cas la plus pratique- pour la majorité de ses habitants.

Avant de dépenser des milliards pour anticiper une hypothétique saturation des voies ferrées à l'horizon 2030-2035, ne ferait-on pas mieux de les consacrer à résoudre l'actuelle et bien réelle saturation routière des années 2012-2020 ?

Bref, la très grande vitesse pour "l'élite de nos sociétés" a pour résultat de... ralentir la mise en place des alternatives au tout voiture pour la majorité de la population !

LGV, toujours plus vite...dans le mur !

Enfin, quel crédit apporter à ceux-là mêmes qui expliquent que la LGV aura pour but de supplanter l'avion ou le fret routier ?

On pourrait écouter avec d'avantage d'intérêt ces déclarations de bonnes intentions s'ils commençaient dès aujourd'hui par arrêter de voter des subventions au transport aérien (non taxation du kérosène, aides au low-coast...), de démanteler le fret ferroviaire (suppression des wagons isolés, des gares de tri, etc.) ou de délocaliser l'économie et la société.

On ne voit aujourd'hui aucune vision de la LGV Aquitaine comme alternative à l'avion ou au camion.

Elle n'apparaît que comme un "plus" qui va s'ajouter au reste, qui va aggraver la délocalisation de nos sociétés et de nos économies.

Elle n'est qu'un de ces "plus", réservé à une minorité de la population pour lui réduire la notion de distance et donc rendre banals et fréquents des déplacements qui devraient être exceptionnels et rares, avec tous les dommages collatéraux en termes d'aménagement du territoire, de grandes métropoles et de régions-dortoirs.

Elle n'apparaît que comme un «plus» dans la course au «*toujours plus vite, plus souvent et plus loin*», celle-là même qui nous mène tout droit au précipice.

Et au lieu de freiner ou de stopper, on nous demande aujourd'hui d'accélérer, comme M. Emmanuelli qui veut faire de l'Aquitaine la «*Californie de l'Europe*».

Il arrivera surtout à léguer à ses enfants et petits-enfants la Louisiane post-Katrina.

Nous nous donnons rendez-vous le samedi 27 octobre à 15h00 à Bayonne pour refuser cet avenir là !

Txetx Etcheverry
gtxetx@gmail.com



Larrazken giroa

Gainekotx!

Etorri da, ohargabea eta bereziki goizik aurtengo larrazkena.

Aroaren aldetik zinez aldaketa ohar-garriak badira: tenperatura, landaretzaren kolorea eta argia desberdinak dira. Ondu dira gaztainak, mahatsak, pikoak...

Laborariak hasi dira beren tresna as..., haundi eta ederrekin enzilaga egiten gau eta egun.

Artzainak jautsiko dira menditik, haurrak eta erakasleak berriz eskoletan dira.

Han eta hemen eskaintza kulturala zabal bezain aberatsa dago.

Sartzea, biltzea egina da, berriz elgarretaratu gira udako furfurien ondotik.

Herria berriz martxan jarri da...

Biltze eta aitzina joateko gogo eta behar hori sendi zen iragan larunbatean, Merkatal Ganbaran, batzu eta besteak entzutean: bagira eta proposamen bat badugu oraino gehiago izaiteko.

Proposamen hori badugula errana eta erranen dautzuegu, goaitatuko dugu (horri usatuak gira) bainan ez dugu laxatuko, ez dugu etsiko..., eta gure eleeri gogor egoiten bazirezte atzemanen ditugu moldeak, beti eta oraino aldarrikatzeko eta azkenean lortzeko.

Frantzia hinki-hanka doa beste herrien artean, beste batzu ez bezala burua uretik kanpo atxikiko duela oihukatuz. (Bego, oihuka ari deno ez baita itoa !!)

Munduko egoera ekonomiko hain txarra aitzaki bat izan daiteke, gure Lurralde Elkargoaren galdea istant bat erantzun argirik gabe uzteko.

Ez dela mementoa entzun dezakegu.

Gainera, badakigu ere, jitez eta izaitzez, sozialistak ez direla Euskal Herriaren egitura berezi baten alde ekarriak, hitza jadanik jan daukutelak.

Bainan hara, gustukoa ala ez, aldarrikapena hor da, jendeak bururaino joanen dela izenpetu du... bakotxak berea egin dezala!

ESTHER VIVAS

Militante de mouvements écologistes et sociaux



Etat espagnol, 25S :

“Quand ceux d’en bas se bougent, ceux d’en haut tremblent !”

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté le mardi 25 septembre à Madrid, à l’appel de la plateforme «*Debout !*» et de la Coordination du 25S, pour protester contre la séquestration de la souveraineté populaire par les banques et les «*marchés*». La répression, une fois de plus, a été brutale, laissant des dizaines de blessés et de nombreuses arrestations. Dans cet article, Esther Vivas revient sur les motivations de cette mobilisation et sur les causes d’une répression policière sans cesse plus brutale.

“Démocratie Canada-Dry”

«*Ils l’appellent démocratie mais ça n’est pas une*» as-t-on crié de manière répétée sur les places et dans les manifestations... Et à mesure que le temps passe, ce slogan prend encore plus tout son sens. La stigmatisation et la répression contre ceux qui luttent dans la rue pour leurs droits n’ont fait que s’intensifier ces derniers temps. Plus la crise s’aggrave, plus s’élargit le soutien populaire envers ceux qui protestent et plus s’accroît la répression brutale. La soif de liberté est en train d’être étouffée avec l’actuelle «*démocratie*».

Criminalisation

Ces derniers jours l’ont bien illustré. Le samedi 15 septembre, quand des activistes ont été détenus lors de la manifestation contre l’austérité à Madrid, quel était leur crime ? Porter une pancarte avec l’inscription : «*25S (septembre, NdT) : Encercler le Parlement*». Le lendemain, deux fourgons de policiers ont procédé au contrôle d’identité de dizaine de personnes dans le parc du Retiro. Motif ? Participer à une assemblée préparatoire à ladite action. Cinq jours plus tard, plusieurs de ces activistes étaient accusés de délit contre les hautes institutions de la nation et ils risquent une peine allant jusqu’à un an de prison.

Forme d’action ? Non violente !

Quels sont les objectifs de l’action «*25S : Encercler le Parlement*» ?

Son appel l’exprime clairement : «*Le 25 septembre prochain, nous encerclerons le Parlement pour le sauver d’un kidnapping qui a transformé cette institution en un organisme superflu. Un kidnapping de la souveraineté populaire mené à bien par la Troïka et les marchés financiers et exécuté avec le consentement et la collaboration de la majorité des partis politiques*». Quelle sera la forme de cette action ? Ses organisateurs l’ont dit et redit : «*non violente*». Alors de quoi ont-ils peur ceux qui dictent toutes ces mesures policières ? De la violence – à partir de laquelle ils justifient leurs opérations – ou de la liberté d’expression ?

La peur commence à changer de camp

Comme je l’ai lu il y a quelques mois dans un centre social : «*Quand ceux d’en bas se bougent, ceux d’en haut tremblent*». Telle est la vérité.

La peur, même si ce n’est que de manière partielle, a commencé à changer de camp. Les mesures répressives, comme celles que nous avons citées, démontrent la peur de ceux qui exercent le pouvoir. La peur que les gens se soulèvent, s’organisent, s’expriment librement contre l’injustice. La peur d’une poignée face à la multitude.

Coup d’Etat?

La criminalisation du «*25S : Encercler le Parlement*» a pratiquement commencé il y a un mois quand la Déléguée du Gouvernement à Madrid, Cristina Cifuentes, qualifia cette initiative de «*coup d’Etat masqué*». L’ex-secrétaire d’Etat et député du PSOE José Martínez de Olmos ne fut pas en reste en comparant cette action avec le coup d’Etat de Tejero : «*Occuper le Parlement à l’intérieur comme l’a fait Tejero ou dehors, comme certains veulent le faire le 25 septembre, c’est avec la même finalité : séquestrer la souveraineté*».

Des paroles qui ont été répétées hier par la secrétaire générale du PP, Dolores de Cospedal. (*Suite au prochain Alda !*)

Amour

Très belle réflexion sur le sens de la vie, à l'Atalante

France – 2012 – 2h06 – Réalisé par Michael Haneke avec Jean-Louis Trintignant, Emmanuelle Riva, Isabelle Huppert...

Georges et Anne sont octogénaires, ce sont des gens cultivés, professeurs de musique à la retraite. Leur fille, également musicienne, vit à l'étranger avec sa famille.

Un jour, Anne est victime d'une petite attaque cérébrale. Lorsqu'elle sort de l'hôpital et revient chez elle, elle est paralysée d'un côté. L'amour qui unit ce vieux couple va être mis à rude épreuve...

Autant le palmarès de Cannes fut contesté (pour son manque d'audace, ses oublis), autant la Palme d'Or attribuée à Haneke, la deuxième après LE RUBAN BLANC en 2009, s'est imposée comme une forme d'évidence.

Certes le film porte un sujet terrible - la déchéance physique au sein d'un vieux couple qui s'aime-, mais celui-ci est traité à la bonne distance, sans pathos ni sécheresse excessive.



Michael Haneke, auquel on a pu parfois reprocher son côté froid ou manipulateur, fait preuve d'une grande humanité dans le regard qu'il porte sur ce couple et sur cet amour qui brille de ses derniers feux.

Et s'il appuie là où ça fait mal, nous faisant éprouver sans diversion cette lente traversée vers la mort, AMOUR est aussi un film qui bouleverse au sens fort du terme par sa lucidité et l'intensité de son regard.

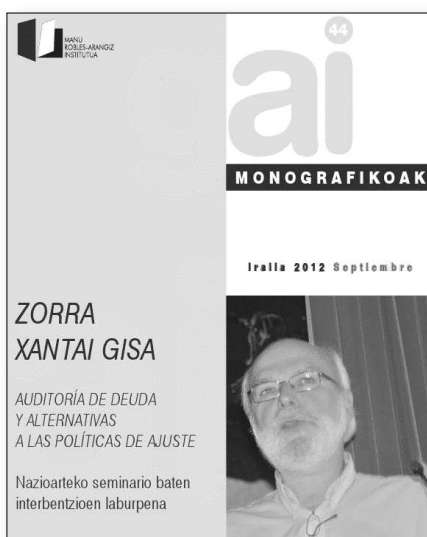
Emmanuelle Riva et Jean Louis Trintignant sont évidemment magnifiques et leur présence, nourrie par la place particulière qu'ils tiennent dans l'histoire du cinéma, donne encore plus de puissance à ce chant d'amour...

L'Atalante, cinéma d'art et d'essai de Bayonne :
www.atalante-cinema.org

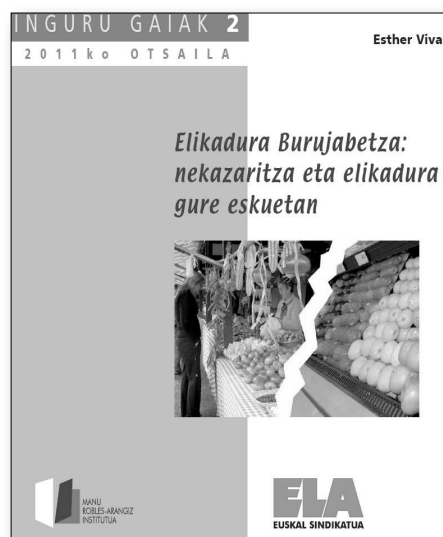
Publications de la Fondation



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



www.mrafundazioa.org/es/centro-de-documentacion/gai-monografikoak



www.mrafundazioa.org/eu/albisteak/elikadura-burujabetza-denon-eskuetan-dago



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
 20, Cordeliers karrika
 64100 BAIONA
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
 Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
 Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
 Xabier Harlouchet



opportunités et des projets sont à l'étude. Par exemple, le prochain groupe scolaire qui va se construire sur la commune de Chéraute sera doté d'une chaudière à bois.

A des fins de chauffage, pour de la construction neuve, et ce malgré un coût du gaz naturel encore compétitif, le bois peut se placer correctement grâce aux appuis de l'ADEME, de la Région, du Département et de la Communauté de communes de Soule-Xiberoa.



Dès qu'il n'y a pas de chauffage central avec un réseau de radiateurs à eau dans les bâtiments, l'installation devient trop coûteuse. Pour les industries, que ce soit pour produire de l'eau chaude, des calories ou de la vapeur, la chaudière biomasse peut même parfois permettre de ressourcer certains déchets à des fins de combustibles!

Enb.: *La question des énergies renouvelables ou de la réduction des émissions de gaz à effet de serre est l'affaire de tous. Comment faire, selon vous, pour favoriser les synergies entre secteur public et privé ou encore entre initiatives collectives et individuelles?*

B. D.: Toute initiative publique a une conséquence à termes sur le privé. Prenons l'exemple de l'usage de la biomasse pour le chauffage. Par effet d'échelle, le développement de l'usage de la biomasse devrait permettre d'organiser une filière bois qui permettra de rassurer les consommateurs en termes d'approvisionnement de combustible. L'appui au développement des projets par la collectivité publique territoriale pourra servir, de ce fait, aux privés.

Inversement, la moitié des surfaces boisées appartient à des propriétaires privés! Un patrimoine très important dont l'entretien pourra produire une ressource pour le propriétaire et pour la collectivité. D'ailleurs, chez certains d'entre eux, des chaudières bois se sont installées avec l'usage du bois en buche mais également avec du bois déchiqueté. Ce genre d'initiative est loin d'être une utopie car j'ai rencontré plusieurs agriculteurs propriétaires forestiers, se posant la question d'un débouché pour leur activité en plus de l'intérêt de chauffer les

300 mètres-carrés de leur maison souletine.

Enb.: *Le samedi 22 septembre a eu lieu, à Mauléon, une conférence-débat co-organisée par l'association Bizi! et la communauté de communes, sur le thème «Bois-énergies et autres énergies renouvelables: vers un territoire à énergie positive», avec la participation de Michel Maya maire de la commune de Tramaye. Quelles conclusions tirez-vous de cette conférence?*

B. D.: Cette initiative de Bizi d'associer la communauté des communes pour cet événement est une belle preuve de convergence du public et du privé sur l'animation autour de ce sujet. Michel Maya est maire de Tramaye, commune de 900 habitants près de Mâcon. Sa commune possède un hôpital, une école, des logements privés. Cette configuration ressemble fortement à notre territoire... En mettant en œuvre de petites initiatives favorisant les économies d'énergie et le développement durable dont l'usage de la biomasse pour un réseau de chaleur, on se rend compte que l'on peut faire bouger les lignes.

Michel Maya est un élu, impliqué, qui est venu nous raconter comment il est possible de devenir un territoire à énergie positive. Nous avons entendu parler de la maison basse consommation, des bâtiments passifs ou à énergie positive. Cette fois, il s'agit de produire plus d'énergie que l'on n'en consomme, au niveau d'un territoire donné! C'est une conférence débat qui, je crois, a répondu à de nombreuses interrogations.

Enb.: *Pensez-vous que la Soule puisse un jour devenir un territoire à «énergie positive»? Quelles seraient les actions à mener et, à l'inverse, les freins à lever?*

B. D.: Bien sûr! On bénéficie de températures relativement clémentes ne nécessitant



Les dégâts des tempêtes sur les forêts

pas une consommation d'énergie aussi élevée que celle que l'on peut connaître à Mâcon.

La Soule possède des ressources énergétiques de substitution aux énergies classiques, peu émissives en CO² (gaz carbonique, le plus important des gaz à effet de serre, NDLR). La croissance des coûts des énergies fossiles va devenir rapidement préoccupante. Même s'il existe un réel intérêt sur le sujet, le frein essentiel est le temps nécessaire à la mobilisation pour mener à terme un projet. Le durable nécessite de l'anticipation. De même, je pense qu'on demande parfois un peu trop au développement durable. De façon inconditionnelle, on exige de lui de l'efficacité, de l'écologie, le moins de contrainte possible et un prix plus compétitif! Il y a visiblement un problème d'équité par rapport à notre jugement sur nos habitudes de consommations.



Valorisation du bois



L'institution Iparralde en plein débat

Batera prend toute sa place en ce moment de dialogue intense entre Pays Basque et pouvoir central pour la création d'une collectivité territoriale.

L'AUDITORIUM de la CCI était comble samedi dernier, 29 septembre. Près de 300 personnes avaient répondu à l'appel lancé par la plateforme Batera pour participer aux Etats généraux du Pays Basque. Un retour aux sources en quelque sorte, 10 ans après la création de ce collectif dans ce même lieu en décembre 2002 autour des 4 revendications que l'on connaît, dont celle de la Collectivité territoriale Pays Basque. Après un bref retour en images sur les mobilisations impulsées par la plateforme citoyenne, les débats ont permis de réaffirmer

la nécessité d'une institution spécifique pour le Pays Basque. Différents acteurs de la société ont pu expliquer ce qu'apporterait concrètement la création d'une Collectivité territoriale à statut particulier dans leur secteur. Cette assemblée a également été l'occasion de faire part du travail mené au sein du Conseil de développement et du Conseil des élus autour de cette question. Les semaines prochaines seront riches en événements mais nul doute que sur le chemin qui nous conduit vers la reconnaissance institutionnelle de notre territoire, un jalon



Photo Kepa Etchandy
A la table des animateurs: Juliette Bergouignan, Martine Bjsauta, Jakes Bortayrou et (caché) Michel Barhocoirigoin, viennent signer les représentants du syndicat LAB et CFDT Pays Basque

supplémentaire a vu le jour samedi dernier. La déclaration des Etats généraux du Pays Basque dessine clairement les contours et l'échéancier de la future Collectivité territoriale Pays Basque.

Toutes les personnes présentes ont pu signer cette déclaration ainsi que AEK, Seaska, Uda Leku, Euskal Konfederazioa, ELB, Arrapitz, EHLG, Lurrama, CFDT Pays Basque, LAB, CDDHPB (Comité Défense Droits de l'Homme Pays Basque).

Déclaration des Etats généraux du Pays Basque

RASSEMBLE(E)S en Etats généraux du Pays Basque à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de Bayonne le 29 septembre 2012,

- Considérant les 15 ans d'expérimentation de gouvernance territoriale efficace impliquant élu(e)s et de larges secteurs de la société civile du Pays Basque;
- Considérant la fin des «pays», (et notamment du pays Pays Basque, suite à la réforme territoriale de décembre 2010), mais surtout les limites avérées des structures existantes de cette gouvernance aujourd'hui dépassée;
- Considérant la demande récurrente de la population et de nombreux élu(e)s du Pays Basque sur cette question, au travers de nombreuses mobilisations: pétitions, forum, manifestations diverses, consultation citoyenne;
- Considérant le travail de réflexion et de débat mené de manière consensuelle et constructive depuis plusieurs mois par le Conseil de développement et le Conseil des élu(e)s, l'avis rendu et la motion approuvée par ces deux instances;
- Considérant les changements importants en cours d'une part au Pays Basque (amorce d'un processus de paix) mais aussi dans l'Etat français (Acte III de la décentralisation);

Declarons solennellement

- que toutes les conditions sont réunies pour la mise en place d'une structure juri-

dique pérenne à même d'apporter une réponse satisfaisante à la demande de reconnaissance symbolique et politique du Pays Basque;

- que cette institution est le pas en avant nécessaire pour améliorer la gestion du territoire avec des politiques solidaires répondant aux besoins de tou(te)s ses habitant(e)s;
- que la création de cette structure sera un point d'appui essentiel, notamment pour la co-officialité de la langue basque, la création d'une Université de plein exercice, la création d'une Chambre d'agriculture et de la Commission territoriale d'orientation agricole;
- que la Collectivité territoriale à statut particulier telle que définie dans la Constitution française est aujourd'hui la meilleure option.
- que cette Collectivité territoriale Pays Basque,
 - verra le jour sur le territoire du «pays» Pays Basque, périmètre reconnu par l'arrêté préfectoral de 1997,
 - pourra être susceptible d'évolutions postérieures dans son organisation comme dans ses compétences en fonction des nécessaires évaluations liées à son fonctionnement et de la volonté des habitant(e)s du Pays Basque,
 - sera dotée de compétences propres répondant de façon significative aux besoins du territoire tels qu'ils ont été identifiés par le Conseil de développement et le Conseil des élu(e)s,

— Intégrera parmi celles-ci toutes les compétences départementales afin que sa création ne puisse en aucun cas ajouter un échelon administratif supplémentaire,

- devra être créée par l'acte III de la décentralisation en préparation actuellement, et soumise à la consultation des habitant(e)s du Pays Basque dans les deux ans qui viennent afin que la première assemblée puisse être élue au suffrage universel direct lors des échéances de 2015.

Fait à Bayonne le samedi 29 septembre 2012.



Photo Daniel Velez
Le grand auditorium de la CCI



Conseil des élus

● Large approbation de la Collectivité territoriale

CE lundi 1^{er} octobre, le conseil d'administration du Conseil des élus se réunissait à son siège bayonnais. Suite à l'assemblée générale du 6 septembre, les membres du Conseil des élus qui n'avaient pas pu être présents à la séance ont été consultés pour connaître leur position sur le texte adopté.

Au final sur les 72 membres du Conseil des élus du Pays Basque 58 ont participé au vote sur la contribution approuvée en assemblée générale le 6 septembre (14 sollicités n'ont pas donné de réponse).

Au 1^{er} octobre sur les 58 opinions exprimées, 45 ont approuvé le texte.

Par catégories d'élus, ont approuvé le texte :

- 6 parlementaires sur 7
- 13 conseillers généraux sur 21 ;
- 5 conseillers régionaux sur 6 ;
- 28 délégués des EPCI sur 45.

Par ailleurs, le Conseil de direction du Conseil de développement a souhaité recueillir les avis sur ce texte auprès de ses membres (recueil en cours).

● La délégation auprès de la ministre

Après ce bilan de votes extrêmement favorable aux conclusions du Conseil des élus, une délégation de sept personnes rencontrera, en son ministère, Marylise Lebranchu, le 11 octobre. La délégation qui tient compte des diverses sensibilités politiques, est composée ainsi :

- 4 parlementaires; Sylviane Alaux député PS, Colette Capdevielle députée PS, Frédérique Espagnac sénatrice PS, Jean-Jacques Lasserre sénateur Modem et président du Conseil des élus.

- 2 représentants des communautés de communes: Jean-Michel Galant abertzale, Baigorri-Garazi. Max Brisson, UMP, ACBA.

- 1 représentant de la société civile: Jean-Baptiste. Etcheto, président du Conseil de développement.

Cette rencontre à Paris entre la ministre de la Décentralisation et le Conseil des élus était sollicitée dès juillet, par courrier, par le président Jean-Jacques Lasserre.

En revanche deux jours avant les Etats généraux des territoires à la Sorbonne et au Sénat, les 4 et 5 octobre, aucune communication n'a été faite sur la désignation, le nombre et les noms des délégués du Pays Basque et du Béarn. La démocratie de proximité est vraiment à construire.

Courrier

Réponse à "Jean-Marc-en Kronika"
Enbata n°2246 du 27 septembre 2012

JEAN-MARC,
Tout d'abord, je voudrais te remercier pour ton courrier, te préciser que tu es bien plus âgé que moi, puisqu'en 1981, date marquante pour la relation entre nos deux familles, tu avais 21 ans quand j'en avais à peine 6.

Je te confirme que nous avons des valeurs en commun et que j'ai toujours trouvé ton positionnement politique intéressant et ta manière de te mettre en scène efficace et souvent amusante.

Comme tu le sais, je ne suis pas fan des autoroutes, qu'elles soient idéologiques ou dédiées au transport de marchandises.

Ainsi se trompait Barrère dans son rapport de salut public sur les idiomes en 1794 en déclarant que: «*Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton, l'émigration et la haine de la République parle allemand, la contre-révolution parle italien et le fanatisme parle basque*».

C'est ce que Carlton. J. Hayes dans sa typologie des nationalismes qualifie de nationalisme jacobin, c'est ce que j'écrivais dans mon mémoire de science politique il y a déjà 15 ans.

Alors si «*le pouvoir absolu corrompt absolument*», avis que je partage avec toi et Montesquieu, disposant d'un simple pouvoir d'influence et d'opposition, je n'ai pas encore le luxe de renier les bases idéologiques de mon engagement politique.

Je me considère socialiste, républicain, décentralisateur eskualzale et bien dans ses baskets, c'est probablement pour ça que je n'ai pas signé le fameux texte.

De l'identité

Oui l'identité est au cœur de la démarche territoriale, puisqu'elle est le moteur des actions spécifiques mises en place avec succès sur notre territoire et souvent portée ab initio par toi et tes amis.

Non l'identité dans le cadre républicain, à elle seule ne justifie pas la création d'une collectivité territoriale spécifique comme j'ai pu l'entendre en Assemblée plénière du

CEPB.

Non l'identité dans le cadre républicain, à elle seule ne justifie pas le refus de création d'une collectivité territoriale spécifique.

Oui le Pays Basque existe dans la République, connu, reconnu et exemplaire sous la forme du "pays" grâce au moteur de l'identité et à nous tous, il pourrait aussi être reconnu comme collectivité.

De la peur

Du nationalisme, abertzale ou jacobin, des postures idéologiques qui sont toujours portées par les mêmes, pour effrayer, exister ou compter.

Du vote du second tour, pour lequel tout le monde signe un texte flou, préparant en coulisse la prochaine pirouette ou enclenche.

De l'efficacité

Du principe de subsidiarité que j'ai évoqué à plusieurs reprises en plénière du CEPB, de l'échelon politique le plus efficace pour exercer une compétence, seul critère qui convaincra la majorité des parlementaires consultés.

De l'efficacité du droit commun de la future loi de décentralisation qui permettra l'expérimentation d'une collectivité ou un autre objet institutionnel, face à un hypothétique droit dérogoaire.

Alors fallait-il ouvrir une nouvelle voie, une 3^{ème} voie, d'abord majoritaire dans le rang des élus socialistes, je le crois, car la République et le Pays Basque valent bien un débat sincère.

J'espère que tu ne m'as pas trop attendu samedi, j'aurais pu venir, me maquiller et tenter de séduire, je pense qu'Urrugne, Ustaritz et mon cher Bayonne, méritent mieux qu'un simple flirt, apprenons à nous connaître, car même l'union libre se construit sur la sincérité des engagements. Alors je te dis laster arte Jean-Marc.

Mathieu Berger
conseiller régional PS

Preso

● **La ronde des MAE.** Parmi les MAE espagnols examinés par la Cour d'appel de Pau, celui d'Arturo Villanueva, arrêté en août à Urrugne. Après le rejet en 2009 par l'Irlande, la Cour de cassation a été saisie en France. La Cour de Pau a repoussé au 23 octobre l'examen de cette demande controversée.

● **Un message d'ETA.** A presque un an de

son annonce de cessez-le-feu, ETA publie le 27 septembre un nouveau communiqué. L'organisation intervient dans l'actuelle campagne électorale en Euskadi pour dire que la gauche abertzale pourrait se trouver en position de force afin de répondre aux défis à venir. L'organisation réaffirme son engagement total dans le processus de libération et dans la recherche d'une solution au conflit.



Réponse de Paris

● Jakes Bortayrou

LE débat sur la reconnaissance institutionnelle du Pays Basque Nord s'est grandement éclairci malgré quelques tentatives de remettre de la confusion dans les esprits. Les travaux de définition avancent. Après les domaines d'action prioritaires (transports en commun, développement économique, agriculture, langue basque, culture, habitat/Logement, tourisme et coopération transfrontalière) et leur déclinaison en compétences, l'organisation politique de la Collectivité (rapport entre les pouvoirs délibératif et exécutif), sa fiscalité, le mode d'élection de son assemblée (mode de scrutin, circonscription) et sa place dans l'architecture institutionnelle existante (rapport avec le futur département du Béarn, avec la Région) sont au menu du groupe de travail et feront l'objet d'une AG du Conseil des élus le 22 octobre prochain.

La question que tout le monde se pose est: quelle sera la réponse de Paris, des autorités de l'Etat, des socialistes français disposant aujourd'hui de toutes les manettes? Où se prendra la décision et sur quelles bases? Quels rapport de force entre la technostructure rarement disposée aux changements et les décideurs politiques? Le catégorique: «*ce n'est pas à l'ordre du jour*» du sous-préfet en AG du Conseil de développement il y a un an ne se fait entendre jusqu'à présent. Certaines «*sources autorisées*» affirment en privé, être sûres que rien ne bougera mais se gardent bien de jouer les porteurs de mau-

vaise nouvelles. Seul quelques vieux crocodiles désormais peu crédibles osent dire publiquement que le changement ce ne sera pas pour maintenant.

Beaucoup de facteurs ont changé qui, objectivement, rendent politiquement plus aisée la création d'une institution pour le Pays Basque Nord et la fin de cette peine de non-reconnaissance à perpétuité auquel il semble être condamné. Les outils juridiques existent. Le consensus politique local a progressé à pas de géants. La situation de violence, si souvent mise en avant n'existe plus ni au Nord, ni au Sud. Avec le processus de paix et l'acte III de la décentralisation, le temps long historique recoupe le temps des réformes institutionnelles en France. Sera-ce suffisant? Le Pays Basque Nord reste petit pour intéresser dans la capitale. C'est du «*micro-local*» comme dirait un rédacteur d'un grand quotidien français. Et puis il y a la crise qui relègue au second voire au troisième plan tous les autres sujets. Il y a dans la question basque une dimension géo-politique et diplomatique très difficile à gérer pour un haut fonctionnaire ou un responsable politique français. Cela nécessite largesse de vue, vision de long terme, souplesse des principes et courage politique, qualités rarement réunies au-delà d'un certain niveau de l'appareil d'Etat. Et la percée probable d'Euskal Herria Bildu mais aussi ces Catalans qui vont s'auto-consulter sur leur avenir vont leur donner des sueurs froides.

Alors quoi, c'est encore le coup de l'indifé-

“**Qui a dit qu'avec les socialistes il n'y avait jamais de bonnes surprises?**”

férence et du mépris qui nous pend au nez? Version Rousset ou Borotra: «*vous n'avez rien compris au vrai débat de la réorganisation territoriale, le couple inter-co/Région, etc.*» Jamais impossible hélas. La même chose enrobé par une énième expérimentation avec un Conseil territorial (ça sonne bien) remplaçant le Conseil des élus et pouvant poursuivre la contractualisation avec le département, la Région et l'Etat (ça c'est chouette) et préparer «*Pays Basque 2030*»? Le cynisme n'a pas de limites. Au moins une chose est sûre car démontrée par les débats et l'expertise mobilisée: entre le «*pas grand chose*» d'aujourd'hui, usé et fatigué comme dit Jean-Jacques Lasserre et la création d'une Collectivité territoriale à statut particulier, il n'y a rien de sérieux, ni techniquement, ni politiquement. Les seules variables de négociation sont l'envergure et l'organisation de cette Collectivité.

Le président du Sénat a exhorté les territoires à être imaginatifs et audacieux. L'Elysée et Matignon ont déclaré concernant le Conseil d'Alsace, nouvelle Collectivité territoriale, qu'ils feraient «*ce que veulent les Alsaciens*». En plus de répondre à une demande locale solidement étayée les autorités françaises ont l'opportunité d'agir positivement dans la résolution du dernier conflit armé en Europe occidentale. Qui a dit qu'avec les socialistes il n'y avait jamais de bonnes surprises?

Sur votre agenda

Urria:

● **Jusqu'au 10 novembre, MENDIKOTA** (Algareki). Xiberoko artisten erakusketa.

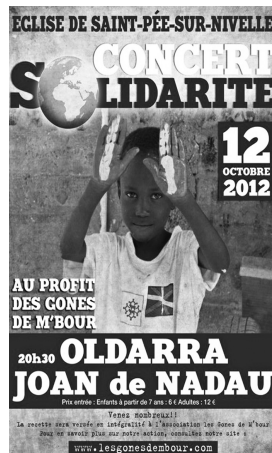
● **Vendredi 5, 18h30, ANGELU** (Maison pour tous). Conférence de Nicolas Benies «*Tout sur le Pacte budgétaire TSCG*». Entrée gratuite.

● **Samedi 6, 10h-12h, BAIONA** (Eusko Ikaskuntza)

Conférence-débat «*La mémoire*» par Bernard Kein directeur du Centre de rencontre de jeunesse Albert Schweitzer à Niederbronn.

● **Dimanche 7, 16h, ZIBURU** (Salle paroissiale). Représentation de la pièce de théâtre «*Talo Tapalo*» de Pantzo Hirigaray.

● **Vendredi 12, 20h30, SENPERE** (Eliza). Concert Joan de Nadau au profit des «*Gônes de M'Bour*».



Vendredi 12 octobre 2012 à 19h
Cinéma Le Royal à Biarritz
Projection du film
«*Sur les pas de Jakes, un portrait de J. Abeberry*»
réalisé par Ramuntxo Garbisu



Sommaire

- **CAHIER N°1 ENBATA**
La Soule exportatrice d'énergies renouvelables 4 et 9
L'institution Iparralde en plein débat 10 et 11
- **CAHIER N°2 «ALDA!»** quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr
Abonnement d'un an: 60€

Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz.
Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.
Commission paritaire n°0312 C 87190